

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Direction de l'Aménagement des Territoires
et de la Transition Écologique

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AVIO GUYANE

Centre Spatial Guyanais
BP 809
97388 Kourou

Références : ATTE/PRIE/PRA/CC/2024/265
Code AIOT : 0006900447

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement AVIO GUYANE implanté Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVIO GUYANE
- Centre Spatial Guyanais BP 506 97388 Kourou
- Code AIOT : 0006900447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Avio Guyane exploite les lanceurs Vega et Vega-C au sein du Centre Spatial Guyanais.

Thèmes de l'inspection : Équipements sous pression et SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

AVIO Guyane démontre, depuis la reprise du site en 2019, une volonté active de se conformer à la réglementation à laquelle leur site est soumis. Ils le font avec d'autant plus de rigueur que le site a un passif avec lequel AVIO Guyane doit conjuguer et pallier certains manques.

L'inspection des installations classées en est totalement consciente.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Prescriptions complémentaires	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
18	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
20	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
12	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
14	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
15	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
17	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
19	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet
21	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans une ambiance très cordiale et l'exploitant avait préparé l'ensemble des documents disponibles correspondants aux points de contrôle afin d'avoir une phase en salle très constructive.

Sur les remarques de l'inspection précédente sur le système de la gestion de la sécurité, AVIO Guyane a bien appréhendé le travail restant à faire, rendez-vous est pris lors d'une prochaine inspection pour vérifier la concrétisation des actions lors d'une lecture de fiche d'anomalie.

Les réseaux sont très bien connus, les rejets correctement suivis malgré une non conformité sur le mode de déclaration du bilan environnemental dont les résultats doivent maintenant être téléversés sur l'outil interministériel GIDAF.

Sur les équipements sous pression, après une déclaration erronée en 2023, AVIO Guyane a pris la mesure des enjeux et le suivi par les nouveaux outils (GMAO) est performant, il reste à résorber le passif et certains manques identifiés lors de cette visite de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème : MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<p>Prescription contrôlée : Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats : AVIO Guyane précise que depuis la précédente inspection un travail de fond a été réalisé avec les agents pour mieux compléter les fiches d'anomalie (FA) et s'assurant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'identifier les causes avec une réelle investigation et ne pas fermer une FA avant d'avoir méthodologiquement étudié la cause profonde de l'accident ou incident; • de proposer des actions retenues (préventives ou correctives). <p>L'activité actuelle de l'exploitant n'a pas permis de consulter une FA récente pour vérifier la nouvelle rédaction des FA. L'inspection prend acte des dispositions mises en place, néanmoins ce point devra être vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection si un incident ou accident a généré une FA.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7</p>
<p>Thème : Réalisation d'audits</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites
<p>Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p>Constats : AVIO Guyane s'est attaché à exploiter leur nouvel outil de GMAO et a présenté un travail d'extraction de données permettant de sortir des statistiques techniques qui pourraient être des indicateurs pour mieux piloter la gestion de la sécurité. L'inspection des installations classées souligne que la gestion de la sécurité peut également être le reflet d'autres données comme le suivi des formations des personnels, le nombre d'accidents du travail, le suivi des MMR. Or, à l'heure actuelle, il n'y a aucune discrimination dans la rédaction des FA permettant de savoir si elle touche une MMR ou non. Ce point est primordial pour satisfaire la gestion de la sécurité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit maturer les données qu'il est capable d'exploiter et ensuite juger de la pertinence des indicateurs retenus. Quand AVIO Guyane aura discriminé ses indicateurs, il fournira à l'inspection des installations classées la liste finale des indicateurs retenus et le pilotage associé de ceux-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Sur des demandes spécifiques de plans, AVIO Guyane a été en mesure d'afficher en séance les plans des réseaux demandés et l'inspection des installations classées a vérifié leur cartouche et l'ensemble a été mis à jour en 2021. L'exploitant est totalement conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Lors de la visite terrain, le contrôle visuel réalisé sur les points de rejets cuve 175 et carbet U ont démontré une eau claire en sortie de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des points de rejets cuve 175 et carbet U sont accessibles pour réaliser des prélèvements. Un bémol est à remonter lors de la visite, la végétation commençait à être haute et l'inspection des installations classées rappelle à l'obligation s'assurer un bon entretien du site exploité. Toutefois, AVIO Guyane précise qu'une intervention de fauchage est prévue sous huitaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème : Risques chroniques, Débit
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : L'exploitant n'a pas de mesure de débit sur les rejets d'effluents mais eu égard à la nature des mesures à effectuer, il n'est pas nécessaire et le prélèvement ponctuel est suffisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : AVIO Guyane a diffusé en mars le bilan périodique environnemental sur l'année 2023 et celui-ci comprend l'ensemble du programme de surveillance défini dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant respecte bien la fréquence des mesures pour les paramètres identifiés dans le programme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Les relevés et mesures sont quasiment conformes pour les rejets aqueux. Les seuls dépassements sont pour les eaux souterraines dont les prélèvements fait apparaître 12 dépassements sur 48 mesures avec deux paramètres sur lesquels les dépassements sont systématiques: <ul style="list-style-type: none">• le pH car les eaux souterraines sont alimentées par les nombreuses pluies qui sont plutôt acides en Guyane;• la température des eaux souterraines qui est cohérente de la température en Guyane, donc plutôt élevée. Une attention particulière sera à avoir sur les matières en suspension ainsi que pour l'aluminium sur les prochains bilans car nous notons quelques dépassements. A vérifier si c'est épisodique ou récurrent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les dépassements constatés sur les eaux souterraines sont présentés avec une explication associée. Il est à rappeler que l'activité fortement réduite du site sur l'année 2023 (un seul lancement VEGA) conforte l'inspection des installations classées sur la pertinence des justifications apportées et, pour le moment, l'absence de mesures correctives proposées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Un travail de fond sur ce sujet doit être mené entre l'inspection des installations classées et l'exploitant pour se conformer à l'arrêté du 28 avril 2014 et à la télédéclaration des résultats de l'autosurveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour ce faire, l'exploitant fournira, d'une manière exhaustive, l'ensemble des points de mesures actuellement pris dans le bilan environnemental (piézomètre, points de rejet, points de mesure) et précisera selon le tableau fourni les caractéristiques de ces points de mesure. Ces éléments seront ensuite insérés dans un arrêté de prescription complémentaire afin de définir le cadre GIDAF associé au site ELS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 11 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les opérations de prélèvements sont réalisés par un sous-traitant, or AVIO Guyane n'a pas été en mesure de confirmer si ce sous-traitant est accrédité. L'inspection des installations classées rappelle les obligations en la matière, à savoir : " ...si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation."
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Concernant le sous-traitant réalisant les prélèvements, acteur de la chaîne de mesures, AVIO Guyane doit apporter la preuve qu'il est agréé ou accrédité selon les modalités de l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Pas d'intérêt eu égard à l'activité actuelle du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Contrairement aux dires d'AVIO Guyane en 2023, le site dispose bien d'équipements sous pression soumis à un suivi en service. Une liste a été présentée en séance à l'inspection des installations classées. Cette liste comporte 26 équipements inventoriés mais elle n'est pas totalement à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se doit de disposer d'un suivi à jour de ses équipements sous pression. La liste mise à jour devra être communiquée sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du Code de l'environnement.
Constats : Les caractéristiques des équipements sous pression sont correctement renseignées dans la liste fournie, à savoir le type, le fabricant, l'année de fabrication, pression de service, volume, groupe de fluide et nature du fluide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations,

<p>l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un compte rendu d'inspection périodique a été demandé lors de l'inspection en salle et celui de l'équipement RBT006, réalisé par l'APAVE dont la référence est n°12491318-003-1, a été présenté. L'inspection périodique sur cet équipement a été réalisée en mars 2024 et ne présente pas de non-conformité ou recommandation de la part de l'organisme habilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>Sur la demande de l'inspection, AVIO Guyane n'a pas été en mesure de présenter un dossier de requalification périodique car ces dossiers sont antérieurs au changement d'exploitant d'une part et avaient été réalisés par Bureau Véritas, entité qui depuis n'existe plus en Guyane.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>AVIO Guyane doit fournir l'ensemble des attestations du résultat favorable de la requalification périodique, sinon présenter un plan d'action pour satisfaire cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 17 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : L'analyse faite par rapport aux dates frappées sur les équipements semblent satisfaire les échéances réglementaires, mais il sera important de disposer du dossier de requalification pour s'assurer des délais et des éventuels aménagements possibles grâce au CTP applicable (cahier technique professionnel).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection des installations classées a contrôlé par échantillonnage 8 équipements. En remarque, les équipements « groupe froid » du local climatisation ont des plaques, pour certains, difficilement lisibles à cause de problème d'accessibilité car cachées par des tuyauteries. Néanmoins l'organisme habilité a frappé directement sur le corps du réservoir la dernière date de requalification périodique.

<p>Un équipement de la marque Flamco (n° de série 1066647010) fabriqué en mars 2007 ne dispose d'aucun marquage alors qu'il est en service avec une pression indiquée à 6 bars. Cet équipement est indiqué avec une surpression admissible de 0 bar or la soupape montée sur le récipient semble tarée à 10 bars.</p> <p>Les équipements contrôlés (récipient d'air comprimé RBT001, RBT002 et RBT008) ont des plaques lisibles et correctement frappées. Néanmoins, lors de la requalification périodique du 12 avril 2018, l'organisme habilité a réduit la pression de test à 9,6 bars alors que la pression de service est indiquée à 15 bars (sur la plaque et dans la liste des équipements).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées attend les éléments suivants de la part d'AVIO Guyane :</p> <ul style="list-style-type: none"> des précisions sur l'utilisation de l'équipement Flamco situé dans le local climatisation, car il est en service, semble avoir une pression de service indiquée à 6 bars mais ne figure pas sur la liste des équipements et n'a pas de requalification périodique alors qu'il date de mars 2007 (nous ne disposons pas de l'année de mise en service); des explications sur la réduction de la pression de test sur les récipients d'air comprimé situés dans le portique, car l'organisme habilité les a testés à 9,6 bars lors de la requalification périodique en avril 2018, or ils sont toujours mentionnés avec une pression de service de 15 bars. Nous rappelons que la pression de test doit être portée à 120% de la pression maximale admissible (PS), ce qui induit une pression de service de 8 bars et non 15 bars.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 19 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats : L'ensemble des équipements sous pression inspectés sont en bon état et ne présentent aucune dégradation extérieure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Contrôle des accessoires de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p>Constats : L'équipement de la marque Flamco (n° de série 1066647010), dans le local climatisation, est indiqué avec une surpression admissible de 0 bar or la soupape montée sur le récipient semble tarée à 10 bars.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : AVIO Guyane devra investiguer sur cet équipement et justifier cet écart entre l'accessoire de sécurité monté sur le récipient et les indications mentionnées sur la plaque d'identification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats : Pour les équipements inspectés, le marquage est bien effectué, soit sur le corps de l'équipement, soit sur la plaque d'identification.</p>
Type de suites proposées : Sans suite